

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS**

SA à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 1 567 725 490 €  
Siège Social : Allée Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon  
378 398 911 RCS Brest

*Comptes annuels approuvés par de l'assemblée générale ordinaire du 06 mai 2026*

**I. - Bilan au 31.12.2025**  
(En milliers d'euros)

<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>31.12.2025</b>	<b>31.12.2024</b>
Caisse, Banques centrales		-	-
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit	1 & 16	22 028 178	23 270 873
Opérations avec la clientèle	2 & 16	26 562 360	25 352 197
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 & 16	30 727	26 969
Actions et autres titres à revenu variable	4	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	5	3 559	3 044
Parts dans les entreprises liées	5	-	-
Immobilisations incorporelles	6	25 096	23 716
Immobilisations corporelles	6	289	312
Autres actifs	7	38 461	36 233
Comptes de régularisation	8	141 217	262 698
<b>Total</b>		<b>48 829 886</b>	<b>48 976 042</b>

<b>Passif</b>	<b>Notes</b>	<b>31.12.2025</b>	<b>31.12.2024</b>
Dettes envers les établissements de crédit	9 & 16	19 576 972	19 855 683
Opérations avec la clientèle	10 & 16	26 668 074	26 539 639
Dettes représentées par un titre	16	-	-
Autres passifs	11	38 596	9 583
Comptes de régularisation	12	150 232	238 291
Provisions	13	23 704	20 158
Dettes subordonnées	14	461 635	461 957
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		8 573	9 520
Capitaux propres hors FRBG	15	1 902 102	1 841 211
Capital souscrit		1 567 725	1 567 725
Primes d'émission		20 419	20 419
Réserves		77 943	76 023
Provisions réglementées et subventions d'investissement		-	-
Report à nouveau		152 078	138 635
Résultat de l'exercice		83 936	38 409
<b>Total</b>		<b>48 829 886</b>	<b>48 976 042</b>

**Hors-bilan**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>31.12.2025</b>	<b>31.12.2024</b>
<b>Engagements donnés</b>	<b>18</b>	<b>13 020 469</b>	<b>12 234 441</b>
Engagements de financement		8 373 495	7 842 947
Engagements de garantie		4 646 974	4 391 494
Engagements sur titres		-	-
<b>Engagements reçus</b>	<b>18</b>	<b>5 218 703</b>	<b>4 379 029</b>
Engagements de financement		49 050	3 500
Engagements de garantie		5 169 653	4 375 529
Engagements sur titres		-	-
<b>Instruments financiers à terme</b>	<b>19</b>	<b>16 457 209</b>	<b>18 018 776</b>

**II. - Compte de résultat**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>31.12.2025</b>	<b>31.12.2024</b>
Intérêts et produits assimilés	20	1 562 304	2 029 881
Intérêts et charges assimilées	20	-1 373 908	-1 889 404
Revenus des titres à revenu variable		-	30
Commissions (produits)	21	131 431	133 155
Commissions (charges)	21	-30 778	-44 425
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	22	487	645
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	22	554	-3 256

Autres produits d'exploitation bancaire		3 190	2 155
Autres charges d'exploitation bancaire		-542	-392
<b>Produit net bancaire</b>		<b>292 737</b>	<b>228 389</b>
Charges générales d'exploitation	23	-115 817	-110 448
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-714	-490
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>176 207</b>	<b>117 451</b>
Coût du risque	24	-69 940	-78 631
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>106 267</b>	<b>38 820</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-	-
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>106 267</b>	<b>38 820</b>
Résultat exceptionnel	25	9 785	-4
Impôt sur les bénéfices	26	-33 063	-10 100
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées	27	948	9 693
<b>Résultat net</b>		<b>83 936</b>	<b>38 409</b>

### III. - Annexe

#### Comptes au 31.12.2025

#### Cadre juridique et financier et faits marquants de l'exercice

##### Cadre juridique et financier

Arkéa Banque Entreprises & Institutionnels (Arkéa Banque E & I) accompagne les entreprises, les acteurs publics et institutionnels ainsi que les professionnels de la promotion immobilière dans leur développement via un réseau de proximité de 21 centres d'affaires déployés en France.

##### Faits marquants de l'exercice Néant.

Néant.

##### Principes comptables et méthodes d'évaluation

##### Présentation des comptes

La présentation des comptes est faite en conformité avec le Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Le règlement ANC 2014-07 a fait l'objet d'une modification par le règlement ANC 2023-03 qui matérialise la suppression des transferts de charges.

##### Principes généraux et méthodes d'évaluation

###### Principes généraux

Les méthodes d'évaluation des comptes annuels retenues pour cet exercice, n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence de méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes de la société sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit en France, prescrites par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

###### Prêts garantis par l'Etat

Ces financements représentent des prêts in fine d'une durée de 12 mois, qui comportent une clause de différé d'amortissement. Dans son offre initiale, son taux d'intérêt s'établit à 0%, augmenté du coût de la garantie d'Etat (refacturé via une commission supportée par le client).

Lors de leur octroi, les prêts garantis par l'Etat sont enregistrés comme des prêts à la clientèle à leur valeur contractuelle. Les intérêts courus depuis l'octroi des prêts ou depuis la dernière échéance contractuelle sont enregistrés en résultat par la contrepartie d'un compte rattaché aux encours de prêts au bilan. Les commissions de garantie perçues et versées font l'objet d'un étalement linéaire sur la durée de vie du prêt. Le montant des encours garantis par l'Etat figure en engagements reçus.

Une dépréciation est enregistrée sur un prêt garanti par l'Etat à partir du moment où l'encours a été classé en douteux. La dépréciation doit représenter la perte probable, et son quantum tiendra compte de la garantie accordée par l'Etat.

Comptablement, le report d'échéance s'analyse comme un report de paiement. Les intérêts continuent d'être enregistrés en produits en contrepartie d'un compte de créances rattachées.

Les modifications liées à la prorogation des PGE sont étalées au prorata temporis.

###### Prêts participatifs relance

Conformément aux dispositions des articles L. 313-13 et suivants du code monétaire et financier et aux dispositions du décret n° 2021-318 du 25 mars 2021 relatif à la garantie de l'Etat prévue à l'article 209 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, des prêts participatifs relance, ont pu être proposés aux clients éligibles.

*Prêts garantis par l'Etat résilience*

Depuis avril 2022, la société propose des PGE Résilience pour les clients éligibles qui n'auraient pas souscrit de PGE depuis mars 2020 ou qui n'auraient pas saturé le plafond de leur 1<sup>er</sup> PGE.

*Options et méthodes d'évaluation***Créances**

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Arkéa Banque Entreprises & Institutionnels applique l'étalement des commissions d'octroi de crédits (COC) et des commissions de renégociation sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû. Les commissions reçues sont présentées en produits nets d'intérêts dans le produit net bancaire au compte de résultat et intégrées à l'encours de crédit concerné au bilan.

Le montant de la créance sur le fonds d'épargne n'est pas inclus dans les Créances sur établissements de crédit à l'actif : il est présenté, conformément à l'article 1121-3, en déduction des encours de dépôts collectés par l'établissement au titre du livret A, du livret de développement durable et solidaire et du compte sur livret d'épargne populaire figurant le poste opérations avec la clientèle au passif.

*Classement*

Les créances sont réparties en encours sains et encours douteux.

Sont classées en encours douteux les créances pour lesquelles un risque de non-recouvrement partiel ou total est probable et qui répondent à l'une des deux conditions suivantes :

- impayés de plus de six mois pour les crédits immobiliers ou de plus de trois mois pour les autres types de crédits ;

- contrepartie présentant une situation financière dégradée ou faisant l'objet de procédures contentieuses.

Le passage d'une créance en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'ensemble des créances d'une contrepartie donnée.

Sont qualifiées d'encours douteux compromis les créances dont la déchéance du terme est prononcée.

La notion de « créances douteuses » recouvre les encours douteux et les encours douteux compromis. La comptabilisation des intérêts est suspendue à la date de passage en encours douteux compromis.

Les encours douteux sont classés en encours sains lorsque l'emprunteur est resté sain sur les 24 derniers mois et qu'il ne présente aucun impayé de plus de 30 jours sur l'ensemble de ses contrats à la fin des 24 mois.

Une créance restructurée est une créance ayant fait l'objet d'une concession accordée pour tout type d'exposition à un client rencontrant ou sur le point de rencontrer des difficultés à honorer ses engagements financiers.

Le classement des créances restructurées en encours douteux peut être abandonné lorsque le risque sur la contrepartie au sens du quatrième alinéa de l'article 221-1 de l'ANC 2014-07 est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Conformément au défaut Bâlois, une période probatoire de 3 mois minimum est appliquée durant laquelle l'emprunteur est maintenu en défaut, suite à cette période, le retour en sain est conditionné à la validation à dire d'expert ou à l'absence d'incident pendant la période probatoire.

Les primes de remboursement sont amorties linéairement sur la durée de vie des emprunts.

*Qualité du risque de crédit du portefeuille*

La qualité du risque du portefeuille de crédits à la clientèle s'apprécie au travers de la notation interne des clients qui mesure la capacité de remboursement dans les 12 mois à venir. Mise à jour quotidiennement pour tenir compte des éventuels événements de risque, elle est exprimée sur une échelle de 11 notes, allant de la meilleure note A+ (risque le plus faible) à la moins bonne note F (risque le plus fort). Les notes internes E- et F rassemblent les créances douteuses, les neuf autres notes regroupant les créances saines.

*Dépréciations*

Les créances douteuses font l'objet, dossier par dossier, d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable. Ces dépréciations viennent en déduction des créances correspondantes à l'actif. Les intérêts sur créances douteuses comptabilisés en produits sont intégralement dépréciés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises des dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont portées dans la rubrique coût du risque, à l'exception des dotations et reprises des dépréciations relatives aux intérêts sur encours douteux qui sont présentées dans le produit net bancaire.

Conformément à la PGRC (Politique de Gestion du Risque de Crédit Clientèle), les provisions sont calculées de façon statistique puis complétées par des provisions à dire d'expert.

Les dépréciations sont constituées en valeur actualisée afin de couvrir l'ensemble des pertes prévisionnelles sur les encours douteux ou douteux compromis. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés.

L'actualisation est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe, ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable.

En pratique, les flux prévisionnels ne sont actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants prudemment estimés ; en conséquence, seules les dépréciations sur créances contentieuses font l'objet d'une actualisation. Au compte de résultat, les dotations relatives à l'actualisation sont portées en coût du risque et les reprises relatives aux effets de désactualisation sont portées en produit net bancaire. Sont recensées au passif les provisions destinées à couvrir des risques hors-bilan individualisés.

La perte prévisionnelle est calculée, soit en appliquant des grilles de taux de provisionnement statistique, qui tiennent compte de l'ancienneté de la créance dans le défaut et de la valeur de la garantie soit avec un calcul de provisions à dire d'expert.

Conformément au DGRC (Dispositif de Gestion du Risque de Crédit Clientèle), le passage en perte est réalisé, d'une manière générale, après avoir épuisé toutes les possibilités de recouvrement et sur décision de la structure ayant reçu pouvoirs, la créance jugée définitivement perdue est soldée par un compte « créances irrécouvrables ».

**Garanties**

Les garanties sont valorisées à la meilleure périodicité, en fonction de la nature des garanties figurant au portefeuille.

**Portefeuille titres**

Les opérations sur portefeuille titres sont comptabilisées conformément aux dispositions prévues dans le règlement ANC 2014-07.

*Titres de placement*

Sont considérés comme des titres de placement les titres qui ne sont pas inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres visés au chapitre 5 du titre 3 du livre II de l'article 2014.07 de l'ANC.

Les titres de placement sont comptabilisés au bilan à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté, ces titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres à revenu fixe est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres en utilisant la méthode actuarielle à l'exception des titrisations et des obligations structurées pour lesquelles la méthode linéaire est appliquée.

A chaque arrêté comptable, par ligne de titre, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres ne s'inscrivant pas dans une stratégie de couverture font l'objet d'une dépréciation. Les plus-values-latentes ne sont pas comptabilisées.

*Titres de participation et parts dans les entreprises liées*

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont constitués d'actions et de valeurs assimilées dont la possession durable est estimée utile au développement de l'entreprise et qui permettent d'exercer une influence notable sur la société émettrice ou d'en assurer le contrôle. Cette influence est présumée pour un pourcentage de contrôle supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

L'estimation de la valeur d'utilité, pour chaque titre, s'appuie sur des méthodes d'évaluation fondée soit sur des approches de marché (multiples, benchmarks sectoriels, cours de bourse moyen...), des approches par les résultats (actualisation des flux futurs, DCF - Discounted Cash-Flows, DDM - Dividend Discount Model, ...) ou des approches par les coûts (actif net réévalué), permettant ainsi d'apprécier les perspectives de rentabilité.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

*Titres donnés en pension livrée*

Les titres donnés en pension livrée sont conservés à l'actif du bilan et sont traités suivant les règles propres au portefeuille auquel ils appartiennent. La dette du cessionnaire est enregistrée au passif.

*Autres titres détenus à long terme*

Les autres titres détenus à long terme sont des actions ou des valeurs assimilées qui sont détenues dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de cette dernière, en raison de la faiblesse des droits de vote liés à ces titres. Les autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

*Zone de jugement et d'estimation*

La détermination des justes valeurs des titres de capitaux propres en portefeuille est déterminée notamment en appliquant les recommandations de l'IPEV Board (International Private Equity and Venture Capital Valuation) :

- Les mesures gouvernementales (dont les mesures trésorerie) sont intégrées si elles sont assurées
- Le poids relatif des transactions récentes doit être considéré pour réaliser l'évaluation
- La juste valeur correspond au prix qui serait reçu dans le cadre d'une transaction normale entre participants de marché dans l'environnement actuel

**Opérations sur instruments financiers à terme**

Les opérations sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07.

Les engagements sur les instruments financiers à terme sont portés sur une ligne du hors-bilan pour leur valeur nominale. Ce montant ne constitue qu'une indication du volume d'opérations en cours à la clôture et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence à une valeur de marché ou par application de modèles d'évaluation généralement admis.

*Instruments de taux***Marchés de gré à gré**

Les contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps) et les accords de taux futurs (FRA) donnent lieu à un calcul d'intérêts prorata temporis sur leur durée de référence. Les charges et produits sur un même contrat sont enregistrés pour leur montant net.

Pour les contrats optionnels (cap, floor, collar), les primes et les intérêts courus sont comptabilisés en résultat prorata temporis.

Dans le cas des swaps spéculatifs, une provision est comptabilisée en cas de moins-value latente.

Dans le cas des swaps de couverture, une provision est comptabilisée sur le titre couvert qui dégage une moins-value (qui ne serait pas totalement compensée par la plus-value latente du swap).

*Instruments de change*

Sur les swaps de change, le différentiel de valorisation est comptabilisé en résultat à chaque date d'arrêté.

Pour les options de change, les plus ou moins-values latentes sont constatées en résultat. A l'échéance, si l'option est exercée, cela se traduit par une opération d'achat ou de ventes de devises.

Conformément à l'article 2526-1 de l'ANC 2014-07, les soultes constatées lors de la conclusion d'un contrat ou d'un ensemble de contrats d'échange de taux d'intérêt ou de devises inscrits dans les catégories a), b) ou c) de l'article 2522-1 sont rapportées au compte de résultat sur la durée de vie du ou des contrats concernés. Les soultes constatées lors de la résiliation ou de l'assignation d'un contrat d'échange de taux d'intérêt ou de devises sont rapportées immédiatement au compte de résultat. Toutefois lorsqu'un contrat répondait initialement aux conditions définies aux points b) ou c) de l'article 2522-1 et que ce contrat est soit assigné, soit résilié et éventuellement remplacé par un autre contrat ou instrument équivalent, ces soultes peuvent être rattachées prorata temporis. Ces règles s'appliquent quelle que soit la dénomination des soultes. Pour l'application du présent règlement est considérée comme assignation d'un contrat d'échange de taux d'intérêt ou de devises une opération par laquelle un établissement transfère ce contrat d'une contrepartie originelle à une autre contrepartie, avec l'accord de chacune d'elles, selon des formes juridiques adéquates et éventuellement avec le versement d'une soulte.

**Immobilisations**

Les immobilisations figurent au coût historique, diminué des amortissements cumulés. Les amortissements sont pratiqués sur le mode linéaire.

Conformément au règlement ANC n° 2014-03 relatif aux règles d'amortissement et de dépréciation des actifs, les principaux composants des constructions sont isolés en comptabilité et amortis sur leurs durées d'utilisation respectives. Les composants et durées d'amortissements suivants ont été retenus :

Composant	Durée d'amortissement
Terrain	Non amortissable
Gros œuvre	Immeubles de direction et de placement : 50 ans
Clots et couverts	Agences : 25 ans
Lots techniques	25 ans
Agencements	20 ans
Mobiliers	3 à 15 ans
Matériels électroniques et de sécurité	10 ans
Logiciels créés ou acquis	3 à 10 ans
Portefeuilles de contrats clientèle acquis	3 à 8 ans
	6 à 13 ans

En application du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les frais d'acquisition des immobilisations sont incorporés à la valeur d'entrée au bilan de ces immobilisations.

Les logiciels destinés à un usage interne sont enregistrés en immobilisations si le projet a de sérieuses chances de réussite technique et que l'entité manifeste sa volonté de produire le logiciel (PCG art 611-3).

Les logiciels créés par l'entité destinés à un usage commercial ainsi que ceux destinés aux besoins propres de l'entité sont inscrits en immobilisations, à leur coût de production. Le coût de production comprend les seuls coûts liés à la conception détaillée de l'application (analyse organique), à la programmation, à la réalisation des tests et jeux d'essais et à l'élaboration de la documentation technique destinée à l'utilisation interne ou externe (PCG art 611-4).

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur, un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien et sa valeur actuelle est effectué. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat, dans la rubrique dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles. En particulier, le mali généré par une opération de fusion ou assimilée subit une dépréciation lorsque la valeur actuelle d'un actif sous-jacent auquel une quote-part du mali a été affectée devient inférieure à la valeur comptable de l'actif précité, majorée de la quote-part du mali affecté.

En application du règlement 2015-06 de l'ANC transposant la directive européenne 2013, le mali technique est comptabilisé au bilan par catégories d'actifs selon son affectation aux plus-values latentes sur les actifs sous-jacents apportés (PCG art 745-5 et 745-6).

### Solution informatique

Une solution informatique est un ensemble organisé de fonctionnalités logicielles (programmes, codes, paramétrages...) apte à satisfaire les besoins des utilisateurs en vue notamment de stocker, manipuler, transformer, produire, sécuriser des données, d'y accéder ou encore de les transmettre. Une solution informatique peut être un projet unique ou un ensemble de sous-projets.

Toute solution informatique porteuse d'avantages économiques futurs pour l'entité et utilisée au-delà d'un exercice, constitue une immobilisation incorporelle.

Conformément au règlement ANC 2023-05 modifiant le règlement ANC 2014-03, le coût d'entrée des solutions informatiques peut être défini :

- par le coût d'acquisition en respectant les règles générales de reconnaissance d'un actif incorporel,
- ou par le coût de production comprenant les coûts engagés par l'entité, dès lors que l'ensemble des conditions d'activation sont remplies, il comprend les seuls coûts directement attribuables à la solution informatique et nécessaire à sa production.

### Fonds commercial

Le fonds commercial est constitué des éléments non identifiables d'un fonds de commerce et qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation séparée au bilan. Il concourt au maintien et au développement du potentiel d'activité : les fonds commerciaux présumés à durée indéfinie ne font pas l'objet d'amortissements mais de tests de dépréciation annuels conformément au règlement de l'ANC 2015-06 du 23 Novembre 2015. Dans l'hypothèse où cela aboutirait à un montant inférieur à celui figurant à l'actif du bilan, une dépréciation serait enregistrée.

### Provisions

Des provisions sont constituées en vue de couvrir des risques ou charges clairement identifiés et mesurables. Les provisions non liées à des opérations bancaires sont constituées conformément au règlement ANC 2014-03 : elles sont subordonnées à l'existence d'une obligation à l'égard des tiers sans contrepartie future.

#### Provisions pour engagements sociaux

Arkéa Banque E. & I. applique la recommandation n° ANC 2013-02 du 7 Novembre 2013 modifiée le 5 novembre 2021 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisations définies ou des régimes à prestations définies. Les régimes à cotisations définies ne comportent aucun engagement de la société sur le niveau de prestations fournies. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique frais de personnels. Les régimes à prestations définies désignent des régimes pour lesquels la société s'est engagée à assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisations définies sont intégralement provisionnés dans la rubrique provisions au bilan. Les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail sont également enregistrées à ce même poste.

### Fonds pour risques bancaires généraux

Institué par le règlement n°90-02 du Comité de la réglementation bancaire et financière, ce fonds est constitué à la discrétion des dirigeants en vue de faire face à des risques dont la concrétisation est incertaine et qui relèvent de l'activité bancaire. Les dotations ou reprises sont portées au niveau du compte de résultat dans la rubrique dotations, reprises du fonds pour risques bancaires généraux.

### Conversion des comptes en devises

Conformément aux dispositions édictées par le règlement ANC 2014-07, les éléments d'actif, de passif et les engagements hors-bilan de change au comptant exprimés en devises sont évalués au cours de marché à la clôture de l'exercice, à l'exception des éléments libellés en devises participant à la monnaie unique européenne, pour lesquels le taux de conversion officiel a été retenu. Les engagements de change à terme suivent la même règle. Les produits et charges en devises sont enregistrés au cours de change en vigueur le dernier jour du mois de leur perception ou de leur paiement ; les charges et produits courus mais non payés à la date de clôture sont convertis au cours de change à cette date.

## Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et compte de résultat

## Note 1. Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	10 608 391	-	10 608 391	10 471 201	-	10 471 201
Prêts, valeurs reçues en pension	-	11 260 560	11 260 560	-	12 602 816	12 602 816
Créances rattachées	49 293	109 934	159 227	68 953	127 903	196 856
<b>Total</b>	<b>10 657 684</b>	<b>11 370 494</b>	<b>22 028 178</b>	<b>10 540 154</b>	<b>12 730 719</b>	<b>23 270 873</b>

## Note 2. Opérations avec la clientèle Actif

(En milliers d'euros)	31.12.2025				31.12.2024			
	En cours brut	Dont En cours douteux (1) (3)	Dépréciations (2)	Total	En cours brut	Dont En cours douteux (1) (3)	Dépréciations (2)	Total
Créances commerciales								
En cours	68 401	-	-	68 401	79 552	-	-	79 552
Créances rattachées	114	-	-	114	189	-	-	189
Prêts et crédits								
En cours	24 989 860	382 669	-140 147	24 849 713	23 802 889	385 486	-137 154	23 665 554
Créances rattachées	108 872	14 217	-14 217	94 655	110 294	10 574	-10 574	99 900
Comptes ordinaires								
En cours	1 628 047	124 582	-100 059	1 527 988	1 563 857	107 204	-84 603	1 479 254
Créances rattachées	21 489	-	-	21 489	27 748	-	-	27 748
<b>Total</b>	<b>26 816 783</b>	<b>521 468</b>	<b>-254 423</b>	<b>26 562 360</b>	<b>25 584 529</b>	<b>503 265</b>	<b>-232 331</b>	<b>25 352 197</b>

(1) dont créances douteuses en douteux compromis : 231 696 milliers d'euros au 31.12.2025 et 191 448 milliers d'euros au 31.12.2024.

(2) dont dépréciations sur douteux compromis : 175 525 milliers d'euros au 31.12.2025 et 150 950 milliers d'euros au 31.12.2024.

(3) dont encours des créances restructurées : 462 240 milliers d'euros au 31.12.2025 et 401 191 milliers d'euros au 31.12.2024.

## Dépréciations et provisions sur le risque crédit constituées sur les opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Dotations	Reprises	Autres var. (1)	31.12.2025
Dépréciations déduites de l'actif	-232 331	-92 115	68 744	1 279	-254 423
dont douteux compromis	-150 950	-36 338	23 333	-11 570	-175 525
dont douteux non compromis	-81 381	-55 777	45 412	12 849	-78 897
Provisions inscrites au passif	18 025	15 330	-11 668	937	22 623
au titre des engagements par signature	17 660	15 050	-11 302	937	22 344
au titre des créances clientèle	366	280	-366	-	280
<b>Total</b>	<b>-214 306</b>	<b>-76 786</b>	<b>57 076</b>	<b>2 216</b>	<b>-231 799</b>

(1) dont déclassement de stocks d'ouverture de douteux non compromis en douteux compromis : 12 849 milliers d'euros

## Opérations avec la clientèle Actif par contrepartie

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	En cours brut	Actifs dépréciés (S3)	Dépréciations	En cours brut	Actifs dépréciés (S3)	Dépréciations
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	9 890 716	111	-51	9 316 612	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Autres entreprises financières	1 155 652	24 318	-15 424	1 050 499	16 592	-6 943
Entreprises non financières	15 770 414	497 039	-238 948	15 217 418	486 673	-225 388
<b>Total</b>	<b>26 816 783</b>	<b>521 468</b>	<b>-254 423</b>	<b>25 584 529</b>	<b>503 265</b>	<b>-232 331</b>

## Variation des dépréciations sur les opérations avec la clientèle

	31.12.2024	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Autres	31.12.2025
Dépréciations	-232 331	-92 115	62 485	6 260	1 279	-254 423
<b>Total</b>	<b>-232 331</b>	<b>-92 115</b>	<b>62 485</b>	<b>6 260</b>	<b>1 279</b>	<b>-254 423</b>

## Note 3. Obligations et autres titres à revenu fixe

(En milliers d'euros)	31.12.2025				31.12.2024			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus (valeur brute)	-	30 658	-	30 658	-	84 374	-	84 374
Créances rattachées	-	514	-	514	-	532	-	532
<b>Total brut</b>	-	<b>31 173</b>	-	<b>31 173</b>	-	<b>84 906</b>	-	<b>84 906</b>
Dépréciations	-	-446	-	-446	-	-57 937	-	-57 937
<b>Total net</b>	-	<b>30 727</b>	-	<b>30 727</b>	-	<b>26 969</b>	-	<b>26 969</b>
Plus-values latentes	-	721	-	721	-	763	-	763
Différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement	-	-	-	-	-	-	-	-

En 2025, aucun transfert n'a été opéré entre les différentes catégories de titres.

## Obligations et autres titres à revenu fixe par type de cotation

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Obligations et autres titres à revenu fixe cotés	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe non cotés	31 173	84 906
<b>Total</b>	<b>31 173</b>	<b>84 906</b>

## Obligations et autres titres à revenu fixe par émetteurs

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Obligations et autres titres à revenu fixe émis par des organismes publics	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe émis par d'autres émetteurs	31 173	84 906
<b>Total</b>	<b>31 173</b>	<b>84 906</b>

## Note 4. Actions et autres titres à revenu variable

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Titres détenus	1 409	22 830
Créances rattachées	-	-
Dépréciations sur titres	-1 409	-16 815
<b>Total net</b>	<b>0</b>	<b>6 015</b>
Plus-values latentes	-	-

L'ensemble de ces titres est classé en titres de placement.

## Actions et autres titres à revenu variable par type de cotation

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Actions et autres titres à revenu variable cotés	-	21 421
Actions et autres titres à revenu variable non cotés	1 409	1 409
<b>Total</b>	<b>1 409</b>	<b>22 830</b>

## Note 5. Participations, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Augmentation	Diminution	Autres	31.12.2025
Participations					
Valeur brute	-9	1 728	-	-	1 719
Dépréciations	-	-	-	-	-
<b>Valeur nette</b>	<b>-9</b>	<b>1 728</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 719</b>
Autres titres détenus à long terme	-	-	-	-	-
Valeur brute (1)	3 053	1	-1 215	-	1 839
Dépréciations	-	-	-	-	-
<b>Valeur nette</b>	<b>3 053</b>	<b>1</b>	<b>-1 215</b>	<b>-</b>	<b>1 839</b>
Entreprises liées	-	-	-	-	-
Valeur brute	-	-	-	-	-
Mali affecté	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-	-
<b>Valeur nette</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Le montant indiqué dans la colonne « Diminution » pour - 1 215 milliers d'euros correspond à l'appel de fond sur les certificats au fond de garantie.

Le montant des participations et des parts dans les entreprises liées détenues dans les établissements de crédit s'élève à 0 milliers d'euros.

Le portefeuille est évalué suivant la situation nette et intègre les certificats au fond de garantie pour 1 837 milliers d'euros soit 1 835 milliers d'euros au titre du certificat d'associé et 2 milliers d'euros au titre du certificat d'association.

## Tableau des filiales et participations

Informations financières concernant les filiales et participations (en milliers d'euros)	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice écoulé	Résultats du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
			Brute	Nette					
A - Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital									
1. Filiales (sociétés détenues à plus de 50 %)									
Néant	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Participations (détenues entre 10 % et 50 %)									
Néant	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B - Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations									
1. Filiales françaises			-	-	-	-			-
2. Filiales étrangères			-	-	-	-			-
3. Participations françaises			-	-	-	-			-
4. Participations étrangères			-	-	-	-			-

## Opérations avec les entreprises liées et les participations

(En milliers d'euros)	Participations et entreprises liées		Filiales	
	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Actif				
Capital détenu	2	-	-	-
Autres emplois	-	-	-	-
Créances	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
<b>Total emplois</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Passif				
Dettes	-	-	-	-
Dettes représentées par des titres	-	-	-	-
<b>Total ressources</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Engagements donnés				
De financement	-	-	-	-
De garantie	1 472 437	1 357 624	-	-
<b>Total engagements donnés</b>	<b>1 472 437</b>	<b>1 357 624</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Engagements reçus				
De financement	-	-	-	-
De garantie	1 567 532	700 842	-	-
<b>Total engagements reçus</b>	<b>1 567 532</b>	<b>700 842</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Au 31.12.2025, aucune transaction significative et n'ayant pas été conclue aux conditions normales de marché n'a été effectuée entre des parties liées.

## Participations et autres titres détenus à long terme par type de cotation

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Participations et autres titres détenus à long terme cotés	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme non cotés	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## Note 6. Immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Augmentation	Diminution	31.12.2025
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Montant brut	29 612	2 066	-	31 678
Mali affecté	-	-	-	-
Amortissements	-5 896	-686	-	-6 583
<b>Montant net</b>	<b>23 716</b>	<b>1 380</b>	<b>-</b>	<b>25 096</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Montant brut	1 409	5	-1	1 412
Amortissements	-1 097	-28	1	-1 123
<b>Montant net</b>	<b>312</b>	<b>-23</b>	<b>-</b>	<b>289</b>

Aucune charge de dépréciation n'a été constatée sur les immobilisations incorporelles et corporelles au cours de l'exercice 2025.  
La société ne détient ni terrains d'exploitation, ni terrains hors exploitation.

**Fonds commercial**

(En milliers d'euros)	Achat	Reçu en apport	Cessions	Montant global	Dépréciations
<b>Eléments constitutifs</b>					
Fonds commerciaux	-	19 394	-	19 394	-
<b>Total</b>	-	<b>19 394</b>	-	<b>19 394</b>	-

**Note 7. Autres actifs**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Etat	13 081	13 033
Prime épargne-logement	-	-
Impôts différés actifs	-	-
Opérations sur titres	-	-
Primes versées sur instruments conditionnels achetés	-	-
Dépôts de garantie versés	1 415	2 168
Autres débiteurs divers	23 966	21 032
<b>Total</b>	<b>38 461</b>	<b>36 233</b>

**Note 8. Comptes de régularisation – Actif**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Valeurs à l'encaissement	10 963	51 587
Comptes d'ajustement	1	5
Pertes sur instruments financiers à terme de couverture	-	-
Primes émission TCN et emprunts obligataires	-	-
Charges constatées d'avance	3 998	4 353
Produits à recevoir	27 780	60 946
Comptes de régularisation divers	98 475	145 807
Péréquation à recevoir	-	-
Remboursement de péréquation à recevoir	-	-
Divers	-	-
<b>Total</b>	<b>141 217</b>	<b>262 698</b>

**Note 9. Dettes envers les établissements de crédit**

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	587	-	587	11 966	-	11 966
Emprunts et valeurs données en pension	-	19 519 600	19 519 600	-	19 760 390	19 760 390
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-	-
Dettes rattachées	22	56 764	56 786	179	83 147	83 326
<b>Total</b>	<b>608</b>	<b>19 576 364</b>	<b>19 576 972</b>	<b>12 145</b>	<b>19 843 537</b>	<b>19 855 683</b>

**Note 10. Opérations avec la clientèle - Passif**

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial	1 019 886	-	1 019 886	1 198 435	-	1 198 435
Dettes rattachées sur comptes d'épargne	27 490	-	27 490	46 595	-	46 595
Comptes ordinaires	10 951 782	-	10 951 782	13 086 009	-	13 086 009
Comptes à terme et emprunts	-	14 543 133	14 543 133	-	12 019 998	12 019 998
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-	-
Centralisation CDC	-155 579	-	-155 579	-160 362	-	-160 362
Dettes rattachées	190 262	91 100	281 362	266 638	82 326	348 964
<b>Total</b>	<b>12 033 840</b>	<b>14 634 233</b>	<b>26 668 074</b>	<b>14 437 315</b>	<b>12 102 324</b>	<b>26 539 639</b>

**Note 11. Autres Passifs**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Primes reçues sur instruments conditionnels vendus	-	-
Dépôts de garantie reçus sur instruments financiers	-	-
Etat	31 460	4 560
Impôts différés passifs	-	-
Rémunérations dues au personnel	4 580	3 537
Charges sociales	2 470	1 307
Versements sur titres restant à effectuer	-	-

Divers	87	179
<b>Total</b>	<b>38 596</b>	<b>9 583</b>

**Note 12. Comptes de régularisation – Passif**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	23 463	36 132
Produits constatés d'avance	19 256	17 837
Charges à payer	36 648	69 838
Comptes d'ajustement	-	-
Comptes de régularisation divers	70 865	114 484
Péréquation à verser	-	-
Remboursement de péréquation à verser	-	-
Autres charges à payer	-	-
<b>Total</b>	<b>150 232</b>	<b>238 291</b>

**Note 13. Provisions**

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Autres variations (1)	31.12.2025
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	17 660	15 050	-	-11 302	937	22 344
Provisions pour engagement de retraite	-	-	-	-	-	-
Provisions charges de personnel	-	-	-	-	-	-
Provisions litiges	-	-	-	-	-	-
Provision épargne logement	-	-	-	-	-	-
Autres provisions	2 948	283	-	-472	-950	1 359
<b>Total</b>	<b>20 158</b>	<b>15 333</b>	<b>-</b>	<b>-11 774</b>	<b>-13</b>	<b>23 704</b>
Variation nette		-		3 546		-

(1) dont reclassement d'autres provisions vers provisions pour risques d'exécution pour 950 milliers d'euros.

La provision pour engagements de retraite est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et tient compte d'hypothèses démographiques, de taux de rotation des effectifs, d'augmentations des salaires, de taux d'actualisation et d'inflation. En particulier, les calculs réalisés intègrent un taux d'actualisation entre 3,46% et 4,11%. Ce taux est déterminé en référence à l'indice iBoxx corporate AA 10+ eurozone basé sur des obligations privées. Les calculs intègrent également un taux de rotation des effectifs compris entre 0% et 6,17% et un taux de revalorisation des salaires brut d'inflation compris entre 2,84% et 3,51%. Les engagements sont évalués sur la base des tables de mortalité TH00-02 et TF00-02 pour la phase de constitution de l'engagement et des tables de mortalité TGH05 et TGF05 pour la phase de restitution des rentes.

**Note 14. Dettes subordonnées**

(En milliers d'euros)

Dettes subordonnées représentant au moins 10 % du total des dettes subordonnées	Montant	Devise	Taux	Echéance
CREDIT MUTUEL ARKEA	180 000	-	Euribor 3M+2,6%	02/11/2026
CREDIT MUTUEL ARKEA	80 000	-	EUR ESTR CMP +2,31%	31/03/2039
CREDIT MUTUEL ARKEA	200 000	-	EUR ESTR CMP +2,3%	24/12/2040
Dettes rattachées	1 635	-	-	-
<b>Total</b>	<b>461 635</b>			

**Note 15. Capitaux propres hors FRBG**

(En milliers d'euros)	Début d'exercice	Affectation résultat exercice précédent	Autres variations de l'exercice	Variation de l'exercice	Fin d'exercice
Capital	1 567 725	-		-	1 567 725
Prime d'émission	20 419	-		-	20 419
Total réserve	76 023	1 920		-	77 943
Réserve légale	48 924	1 920		-	50 845
Réserves facultatives et statutaires	27 098	-		-	27 098
Réserves plus-values à long terme	-	-		-	-
Autres réserves	-	-		-	-
Provisions règlementées	-	-		-	-
Ecart de réévaluation	-	-		-	-
Report à nouveau créditeur	138 635	13 443		-	152 078
Report à nouveau débiteur	-	-		-	-
Résultat de l'exercice	38 409	-38 409	-	83 936	83 936
Dividendes versés	-	23 046		-	-
<b>Total</b>	<b>1 841 211</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>83 936</b>	<b>1 902 102</b>

Le capital est composé de 156 772 549 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 euros soit un capital social de 1 567 725 milliers d'euros.

**Note 16. Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle**

	D<3 mois	3M<D<1an	1an<D<5ans	D>5ans	Dettes et créances rattachées	Total
<b>Actif</b>						
Créances sur établissements de crédit	11 090 029	548 571	8 174 674	2 055 678	159 227	22 028 178
à vue	10 608 391	-	-	-	49 293	10 657 684
à terme	481 638	548 571	8 174 674	2 055 678	109 934	11 370 494
Créances sur la clientèle	3 213 784	2 573 127	9 686 481	10 972 709	116 258	26 562 360
créances commerciales	68 401	-	-	-	114	68 515
autres concours à la clientèle	1 617 395	2 573 127	9 686 481	10 972 709	94 655	24 944 367
comptes ordinaires débiteurs	1 527 988	-	-	-	21 489	1 549 477
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	14 159	16 053	514	30 727
<b>Passif</b>						
Dettes envers les établissements de crédit	2 949 236	4 671 739	7 445 858	4 453 354	56 786	19 576 972
à vue	587	-	-	-	22	608
à terme	2 948 649	4 671 739	7 445 858	4 453 354	56 764	19 576 364
Opérations avec la clientèle	11 974 485	484 393	10 445 679	3 454 664	308 852	26 668 074
comptes d'épargne à régime spécial	864 307	-	-	-	27 490	891 797
à vue	864 307	-	-	-	27 490	891 797
à terme	-	-	-	-	-	-
autres dettes	11 110 179	484 393	10 445 679	3 454 664	281 362	25 776 277
à vue	10 951 781	-	-	-	190 262	11 142 043
à terme	158 397	484 393	10 445 679	3 454 664	91 100	14 634 233
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
bons de caisse	-	-	-	-	-	-
titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-
emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-

Il n'y a pas de créance à durée indéterminée.

**Note 17. Actifs et passifs en devises**

Les actifs et passifs en devises s'élèvent respectivement au 31 décembre 2025 à 57 149 milliers d'euros et 56 759 milliers d'euros.

**Note 18. Engagements de l'activité bancaire**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
<b>Engagements donnés</b>	<b>13 020 469</b>	<b>12 234 441</b>
Engagements de financement	8 373 495	7 842 947
en faveur des établissements de crédit	-	-
en faveur de la clientèle	8 373 495	7 842 947
Engagements de garantie	4 646 974	4 391 494
d'ordre d'établissements de crédit	229 477	226 143
d'ordre de la clientèle	4 417 497	4 165 351
Engagements sur titres	-	-
autres engagements donnés	-	-
<b>Engagements reçus</b>	<b>5 218 703</b>	<b>4 379 029</b>
Engagements de financement	49 050	3 500
reçus des établissements de crédit	-	-
reçus de la clientèle	49 050	3 500
Engagements de garantie	5 169 653	4 375 529
reçus des établissements de crédit	1 574 146	709 515
reçus de la clientèle	3 595 507	3 666 014
Engagements sur titres	-	-
autres engagements reçus	-	-

**Ventilation des actifs remis en garantie de passif**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Banque de France	793 672	1 502 481
Caisse des Dépôts et Consignations	415 440	454 763
Banque Européenne d'Investissement	522 666	365 044
Arkéa Public Sector SCF	5 353 529	3 847 719
<b>Total</b>	<b>7 085 307</b>	<b>6 170 007</b>

## Note 19. Opérations sur instruments financiers à terme

## Valeur nominale des contrats

## Par nature

	31.12.2025			31.12.2024		
	Opérations de couverture	Autres opérations	Total	Opérations de couverture	Autres opérations	Total
<b>Opérations fermes</b>						
Opérations sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-
contrats de taux	-	-	-	-	-	-
contrats de change	-	-	-	-	-	-
autres opérations	-	-	-	-	-	-
Opérations de gré à gré	-	-	-	-	-	-
accords de taux futurs	-	-	-	-	-	-
swaps de taux	15 412 872	-	15 412 872	16 968 109	-	16 968 109
swaps financiers	-	-	-	-	-	-
autres opérations	-	-	-	-	-	-
<b>Opérations conditionnelles</b>						
Contrats de taux plancher/plafond	-	-	-	-	-	-
achetés	978 970	-	978 970	641 888	-	641 888
vendus	-	65 366	65 366	408 779	-	408 779
Options de taux, change et autres	-	-	-	-	-	-
achetées	-	-	-	-	-	-
vendues	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>16 391 843</b>	<b>65 366</b>	<b>16 457 209</b>	<b>18 018 776</b>	<b>-</b>	<b>18 018 776</b>

## Par durée restant à courir

(En milliers d'euros)	31.12.2025			Total
	- de 1 an	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans	
Instruments de taux	-	-	-	
Marché de gré à gré	-	-	-	
Swaps de taux	932 291	4 274 764	10 205 817	15 412 872
Contrats de taux plancher / plafond	38 977	470 830	534 530	1 044 336
Autres options : de change	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>971 268</b>	<b>4 745 594</b>	<b>10 740 347</b>	<b>16 457 209</b>

## Juste valeur

La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence à une valeur de marché ou par application de modèles d'évaluation généralement admis. Les marges de taux sont notamment évaluées suivant la méthode du « zéro coupon ».

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Instruments de taux	71 281	-90 973
Autres options	-	-

## Note 20. Intérêts, produits et charges assimilés

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit (1)	716 855	-748 291	1 081 191	-1 055 183
Opérations avec la clientèle	825 514	-625 617	928 830	-834 221
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 090	-	3 692	-
Autres opérations	17 845	-	16 169	-
<b>Total</b>	<b>1 562 304</b>	<b>-1 373 908</b>	<b>2 029 881</b>	<b>-1 889 404</b>

(1) dont charges sur les opérations relatives aux dettes subordonnées : - 21 740 millions d'euros au 31.12.2025 et - 27 380 millions d'euros au 31.12.2024.

## Note 21. Commissions

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	1 470	-5 488	1 365	-3 504
Opérations avec la clientèle	77 278	-	66 023	-
Opérations sur titres	6	-	69	-
Opérations de change	2 178	-	2 416	-
Opérations sur hors-bilan	7 172	-2 008	6 836	-2 032

Prestations de services financiers	14 004	-4 373	16 344	-4 018
Opérations sur instruments fin à terme (1)	116	-	-9 718	41
Opérations sur moyens de paiement	29 207	-18 909	49 820	-34 912
<b>Total</b>	<b>131 431</b>	<b>-30 778</b>	<b>133 155</b>	<b>-44 425</b>

**Note 22. Gains ou pertes sur opérations de portefeuille****Portefeuilles de négociation**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
<b>Opérations sur titres de transaction</b>	-	-
<b>Opérations de change</b>	<b>250</b>	<b>320</b>
<b>Opérations sur instruments financiers à terme</b>	<b>237</b>	<b>325</b>
De taux d'intérêt	237	325
Divers	-	-
<b>Total</b>	<b>487</b>	<b>645</b>

**Portefeuilles de placement et assimilés**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
<b>Opérations sur titres de placement</b>	-	-
Plus-values de cession	38	-1
Moins-values de cession	-42 627	-19 064
Dotations aux dépréciations	-137	-152
Reprises des dépréciations	43 280	15 961
<b>Total</b>	<b>554</b>	<b>-3 256</b>

**Note 23. Charges générales d'exploitation**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
<b>Frais de personnel</b>	<b>-51 688</b>	<b>-48 483</b>
Salaires et traitements	-29 977	-28 449
Charges sociales	-14 413	-13 851
dont charges de retraite	-3 472	-3 435
Intéressement et participation	-2 549	-1 948
Impôts et taxes afférentes	-4 750	-4 237
<b>Autres frais administratifs</b>	<b>-64 129</b>	<b>-61 965</b>
Impôts et taxes	-2 537	-3 246
Services extérieurs (1)	-65 454	-62 287
Charges refacturées	3 861	3 569
Autres charges d'exploitation	-	-
<b>Total</b>	<b>-115 817</b>	<b>-110 448</b>

(1) Conformément à l'article 27 du règlement ANC n° 2022-06, à compter des exercices ouverts au 1<sup>er</sup> janvier 2025, les transferts de charges sont supprimés.

**Ventilation des effectifs du personnel salarié**

	31.12.2025	31.12.2024
	Personnel salarié	Personnel salarié
Employés	77	82
Cadres	406	397
<b>Total</b>	<b>483</b>	<b>479</b>

La rémunération versée au mandataire social d'Arkéa Banque E & I n'est pas communiquée car elle correspond à une rémunération individuelle.

**Note 24. Coût du risque**

	(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Créances	Dotations	-86 670	-84 067
	Reprises utilisées	44 715	3 412
	Reprises devenues disponibles	22 003	18 323
	Récupération sur créances amorties	6 557	4 420
	Créances irrécouvrables couvertes	-59 077	-3 413
	Créances irrécouvrables non couvertes	-8 068	-4 918
Risques hors-bilan	Dotations	-13 821	-13 425
	Reprises utilisées	-	-
	Reprises devenues disponibles	10 073	3 228
Titres	Dotations	-	-2 191

	Reprises	14 349	-
Provisions pour autres risques et charges	Dotations	-	-
	Reprises	-	-
	<b>Solde</b>	<b>-69 940</b>	<b>-78 631</b>

**Note 25. Résultat Exceptionnel**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Charges exceptionnelles diverses	-46	-4
Produits exceptionnels divers	9 830	-
<b>Total</b>	<b>9 785</b>	<b>-4</b>

Le résultat exceptionnel intègre des correctifs apportés aux applicatifs LISA et DECP, d'un montant brut de 9 785 milliers d'euros (hors IS).

Les données de l'exercice 2024, retraitées de ces événements, sont présentées ci-dessous :

**Impact de la correction d'erreur exercice 2024**

(En milliers d'euros)	31.12.2024 (*)	31.12.2024 après corrections
Produit net bancaire	228 389	238 219
Résultat brut d'exploitation	117 451	127 236
Résultat d'exploitation	38 820	48 605
Résultat courant avant impôt	38 820	48 605
Impôts sur les bénéfices	-10 100	-12 631
<b>Résultat</b>	<b>38 409</b>	<b>45 663</b>

\* Données pro forma communiquées dans les comptes annuels au 31/12/2024.

Détail des retraitements :	Impact	Agrégat
Intérêts et produits assimilés	8 596	PNB
Commissions (produits)	1 234	PNB
Taxes	-46	Résultat brut d'exploitation
IS	-2 531	IS
<b>Total</b>	<b>7 254</b>	

**Note 26. Impôt sur les bénéfices**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Charge fiscale courante hors apport des filiales intégrées	-33 063	-10 100
Apport des filiales intégrées	-	-
Créance de carry back	-	-
Charge fiscale différée nette et divers	-	-
<b>Total</b>	<b>-33 063</b>	<b>-10 100</b>
Résultat avant impôt, résultat exceptionnel et FRBG	106 267	38 820
<b>Taux effectif</b>	<b>31,11%</b>	<b>26,02%</b>

**Note 27. Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Dotations au FRBG	-	-
Reprises au FRBG	948	9 693
<b>Total</b>	<b>948</b>	<b>9 693</b>

**Note 28. Comptes consolidés**

ARKEA BANQUE E&I n'a ni contrôle exclusif, ni influence notable dans aucune entreprise. Il n'y a donc pas lieu, pour elle, de présenter des comptes consolidés. Ses comptes sont intégrés globalement dans les comptes consolidés de Crédit Mutuel Arkéa, situé au 1, rue Louis Lichou 29480, Le Relecq Kerhuon.

Les états financiers consolidés sont consultables sur le site de Crédit Mutuel Arkéa, à savoir,  
[https://www.cm-arkea.com/arkea/banque/assurances/c\\_9172/fr/documents-d-enregistrement-universels](https://www.cm-arkea.com/arkea/banque/assurances/c_9172/fr/documents-d-enregistrement-universels)

**Note 29. Intégration Fiscale**

La société était comprise dans le périmètre de l'intégration fiscale du Crédit Mutuel Arkéa dont la société mère est Crédit Mutuel Arkéa depuis le 01/01/2011. Elle est sortie le 01/01/2025.

**IV. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels****(Exercice clos le 31 décembre 2025)**

A l'assemblée générale

**ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS**Allée Louis Lichou  
29480 LERELLECQ KERHUON**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce.

**Fondement de l'opinion*****Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont les suivants :

- Emission d'une lettre de confort relative à l'inclusion des bénéfices de fin d'exercice dans les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1).

**Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

**Justification des appréciations – Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**• Risque de crédit – Dépréciation individuelle des encours - Notes 2 et 24 de l'annexe aux comptes annuels****Risque identifié et principaux jugements**

Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur les activités de prêts de la banque.

Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Ces dépréciations et provisions sont déterminées sur base individuelle selon le type de produits (crédit immobilier et autres types de crédits). Elles sont évaluées par le management de votre Banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés. La constitution de ces dépréciations est fondée sur différents paramètres intégrant notamment des critères d'impayés ou de situation financière de la contrepartie, après prise en considération des garanties.

Dans un contexte marqué par une dégradation de la conjoncture macroéconomique, le dispositif d'estimation des pertes de crédit attendues a été adapté sur l'exercice, tel que précisé dans la note « Principes comptables et méthodes d'évaluation ».

Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations constituaient un point clé de l'audit pour ce qui concerne le risque de crédit aux entreprises. En effet, les crédits octroyés à la clientèle constituent une part significative du bilan et les provisions constituées représentent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction dans l'appréciation du niveau de provisionnement individuel des encours de crédits.

En particulier, dans le contexte persistant de crises successives, nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des provisions et le niveau du coût du risque associé constituent une zone d'attention particulière pour l'exercice 2025.

Au 31 décembre 2025, le montant total des encours de prêts à la clientèle exposés au risque de crédit s'élève à 26 817 millions d'euros (vs 25 585 millions d'euros au 31.12.2024) pour un montant total des dépréciations qui s'élève à 254 millions d'euros (vs 232 millions d'euros au 31.12.2024) et un coût du risque de 70 millions d'euros au titre de l'année 2025 contre 79 millions d'euros en 2024, comme précisé dans les notes 2 et 24 de l'annexe aux comptes sociaux d'Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels au 31 décembre 2025

#### Notre approche d'audit

Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôles et testé la conception et l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions, au suivi du risque de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.

Nos travaux ont consisté en la réalisation de tests de contrôles du dispositif d'identification et de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses, du processus de revue de crédit et du dispositif de valorisation des garanties.

Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions et, dans ce cadre, avons notamment apprécié leur correcte actualisation et évaluation dans le contexte économique actuel.

Enfin, nous avons examiné les informations publiées en note 2. et 24. de l'annexe aux comptes annuels relatives au risque de crédit.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

#### **Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

#### **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

##### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS par vos assemblées générales du 21 avril 2021 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 3 décembre 2019 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 5ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 7ème année.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.82167 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

#### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

##### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

***Rapport au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce.***

Nous remettons au conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil de surveillance, exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil de surveillance, exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil de surveillance exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce, des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 15 avril 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Pierre CLAVIE

Deloitte & Associés  
Jean-Vincent COUSTEL

**V. Rapport de gestion**

En application du règlement ANC n°2014-07, le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse suivante : ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS : 1 Allée Louis Lichou, 29480 LE RELECQ-KERHUON